

À la une



Reinsurance competitive pressures to rise in 2027, discipline can keep returns attractive: AM Best

18/08/2026

AM Best anticipates continued normalisation of reinsurance underwriting results through the rest of 2026 absent any major catastrophic losses, but anticipates competitive pressures will rise further next year as the market continues to build its capital base.

rating agency has explained that discipline is in focus for the top 50 global reinsurance firms and believes this has been helping to maintain profitability for the cohort, in the currently softening marketplace.

Since the peak of the recent hard market, global reinsurance has “undergone a significant transformation” AM Best said in a report this week.

After years of struggling to meet its cost of capital, the global reinsurance industry restored profitability through hard market rates and underwriting discipline.

AM Best believes that this discipline persists, saying, “While material market softening occurred during the 2025 renewal season and into 2026, the structural changes from the hard market, including higher cedent retentions, improved risk selection, and reduced participation in lower layers of reinsurance towers, have largely remained intact.”

The resilience of those changes were tested by the California wildfires in early 2025, which helped sustain reinsurer profits.



Transparence budgétaire : La Tunisie parmi les pays jugés conformes par Washington

P.03

Trophée de la Parité Professionnelle 2026: BTL, CTAMA et Tunis Re distingués

P.04

Croissance des entreprises de taille intermédiaire: BAD et CDP investissent 35 M\$ dans le RMBV North Africa Fund III

P.04

Red Sea, Gulf of Aden, Indian Ocean war risk cover withdrawn by several insurers

P.08

Wildfires push reinsurers to rethink «secondary peril» label

P.09

AI Dominates Insurtech Funding in Q2 As Early-Stage Deals Cool Sharply

P.11

While property catastrophe reinsurance rates have softened considerably since, it is the persistence of terms and conditions enforced during the hard market that now give AM Best some confidence on reinsurer's being able to sustain their profits again in 2026, unless major loss events occur through the rest of this year...

SOMMAIRE

Transparence budgétaire : La Tunisie parmi
les pays jugés conformes par Washington 03

Sécurité sociale et santé : des réformes
structurelles 03

Trophée de la Parité Professionnelle 2026:
BTL, CTAMA et Tunis Re distingués 04

Croissance des entreprises de taille
intermédiaire: BAD et CDP investissent 35
M\$ dans le RMBV North Africa Fund III 04

Après sept années de sécheresse,
combien de temps faudra-t-il aux
écosystèmes marocains pour se rétablir ? 05

Assurances : L'Éthiopie planche sur l'entrée
d'opérateurs étrangers dans le secteur 06

Inclusion financière: : Le Trésor Public
lance une campagne de promotion de la
bancaarisation et de l'assurance 07

Red Sea, Gulf of Aden, Indian Ocean war
risk cover withdrawn by several insurers 08

Oman insurers post 5% H1 profit growth
despite claims pressure 08

Wildfires push reinsurers to rethink
'secondary peril' label 09

AI Dominates Insurtech Funding in Q2 As
Early-Stage Deals Cool Sharply 11

Reinsurance competitive pressures to
rise in 2027, discipline can keep returns
attractive: AM Best 11

Transparence budgétaire : La Tunisie parmi les pays jugés conformes par Washington

20/08/2026

La Tunisie figure parmi les pays répondant aux exigences minimales de transparence budgétaire fixées par les États-Unis. Il s'agit d'une évaluation annuelle menée par le Département d'État américain dans le cadre de sa politique d'aide extérieure.

Le Département d'État américain a publié, le 11 août 2026, son Rapport sur la transparence budgétaire (Fiscal Transparency Report) 2026, une évaluation annuelle destinée à mesurer la capacité des gouvernements à rendre publiques des informations fiables et suffisamment détaillées sur la gestion de leurs finances publiques.

Pour cette édition, Washington a examiné les pratiques budgétaires de 139 gouvernements et de l'Autorité palestinienne, sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2025.

Au total, 73 gouvernements remplissent les exigences minimales de transparence budgétaire, contre 67 qui ne les remplissent pas. Parmi ces derniers, 14 ont néanmoins réalisé des progrès significatifs vers le respect de ces exigences.

La Tunisie dans le groupe des pays conformes

La Tunisie figure parmi les gouvernements considérés comme conformes aux exigences américaines en matière de transparence budgétaire. Elle rejoint ainsi le groupe des pays pour lesquels Washington estime que les principales informations relatives aux finances publiques sont suffisamment accessibles et documentées.

Cette appréciation signifie que, sur la base des informations examinées pour l'année 2025, la Tunisie respecte le socle de critères retenus par Washington concernant l'accès du public aux informations budgétaires et la transparence de certains processus de gestion des ressources publiques.

Sécurité sociale et santé : des réformes structurelles

19/08/2026

L'élaboration des textes relatifs aux réformes structurelles du système de sécurité sociale et de santé en Tunisie sera engagée immédiatement, à l'issue d'une séance de travail ministérielle présidée, mardi, au Palais du Gouvernement à La Kasbah, par la Cheffe du Gouvernement, Sarra Zaâfrani Zenzri.

La réunion a permis d'examiner les grandes orientations de cette réforme, qui vise à adapter le système de protection sociale aux mutations démographiques, à la diversification des parcours professionnels et à l'essor de l'économie informelle.

À cette occasion, le ministre des Affaires sociales, Issam Lahmar, a présenté un diagnostic détaillé de la situation actuelle des régimes de retraite, de sécurité sociale et de couverture sanitaire. Il a préconisé une refonte globale et progressive à long terme, fondée sur la mise en place d'un système de protection sociale à plusieurs piliers, tout en prévoyant des mesures urgentes à court et moyen termes.

Les orientations retenues portent notamment sur l'adaptation des régimes de retraite aux mutations économiques et sociales, l'élargissement de la couverture sociale aux travailleurs de l'économie informelle, du secteur agricole et de la pêche, ainsi qu'aux travailleurs indépendants et à ceux de l'économie des plateformes, outre le renforcement de la gouvernance des caisses sociales.

Dans le domaine de la santé, les priorités dégagées concernent notamment le renforcement de la complémentarité entre les régimes de sécurité sociale et la couverture sanitaire, le développement du système pharmaceutique et le soutien à la production locale de médicaments et de vaccins. Elles portent également sur l'accélération de la transformation numérique des services sociaux et sanitaires, notamment à travers la numérisation du dossier médical et des cartes de sécurité sociale.

Dans le domaine de la santé, les priorités dégagées concernent notamment le renforcement de la complémentarité entre les régimes de sécurité sociale et la couverture sanitaire, le développement du système pharmaceutique et le soutien à la production locale de médicaments et de vaccins. Elles portent également sur l'accélération de la transformation numérique des services sociaux et sanitaires, notamment à travers la numérisation du dossier médical et des cartes de sécurité sociale.

La Cheffe du Gouvernement a souligné que cette réforme vise à rompre avec les solutions partielles et conjoncturelles et à consacrer le droit à la couverture sociale et sanitaire en tant que droit fondamental, conformément aux orientations du Président de la République, Kaïs Saïed.

Elle a, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'une mise en œuvre progressive et fondée sur des études techniques approfondies, en donnant la priorité aux mesures les plus urgentes avant d'engager les réformes à court, moyen et long termes.

Cette démarche vise à garantir la clarté des trajectoires de réforme, l'efficacité des actions engagées et, à terme, la mise en place d'un système de sécurité sociale plus inclusif, équitable et performant.

Espace Manager

Trophée de la Parité Professionnelle 2026: BTL, CTAMA et Tunis Re distingués

19/08/2026

Le 13 août 2026, le Radisson Blu Hôtel & Convention Center Tunis a accueilli la quatrième édition du Trophée de la Parité Professionnelle, organisée par Femmes Maghrébines.

Une soirée placée sous le signe de l'engagement concret, réunissant des personnalités et dirigeants du secteur bancaire, financier et économique tunisien autour d'une même question : comment transformer l'engagement en impact durable.

Une cérémonie de haut niveau

La cérémonie a été marquée par la présence de M. Fethi Zouhaier Nouri, Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie, aux côtés de nombreuses personnalités et de dirigeants du secteur bancaire et financier. Cette présence institutionnelle a donné une portée particulière, dans un contexte où l'autonomie économique des femmes, l'inclusion financière et l'impact sociétal s'imposent comme des enjeux majeurs de transformation économique.

Trois projets distingués pour leur capacité à créer un impact durable

L'édition 2026 a choisi de dépasser la logique des déclarations d'intention pour mettre en lumière des initiatives concrètes. Trois projets ont ainsi été distingués pour leur capacité à répondre à des problématiques réelles et à créer des conditions favorables à l'autonomie, à la protection et à la transmission.

Tunis Re : l'art comme vecteur d'inclusion et d'autonomie

Tunis Re a été distinguée pour un projet qui associe soutien à une artiste, transmission d'un savoir-faire et inclusion. L'initiative a notamment conduit à la création d'une école de mosaïque destinée à des enfants sourds, leur permettant d'acquérir une compétence et de progresser vers une plus grande autonomie.

Le projet illustre une approche particulièrement forte de l'impact : soutenir une activité artistique, transmettre un savoir, créer une opportunité d'autonomie et envisager la reproduction du modèle dans d'autres régions.

Une nouvelle lecture de la responsabilité sociétale

À travers ces trois lauréats, le Trophée de la Parité Professionnelle 2026 affirme une conviction : la parité ne se mesure pas uniquement à la représentation des femmes dans les organisations. Elle se construit également par l'accès aux ressources, à la protection, aux opportunités, au financement, à la transmission des savoir-faire et aux moyens de transformer un talent en activité durable.

Cette quatrième édition marque ainsi une évolution du Trophée : reconnaître les initiatives non seulement pour leur intention, mais pour leur capacité à produire un changement réel et à inscrire cet impact dans le temps.

Maghreb



Croissance des entreprises de taille intermédiaire: BAD et CDP investissent 35 M\$ dans le RMBV North Africa Fund III

18/08/2026

La Banque africaine de développement (BAD) et la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), l'institution italienne de financement du développement, ont décidé d'investir dans le RMBV North Africa Fund III.

Les deux institutions ont récemment annoncé qu'elles mobiliseront 35 millions de dollars en faveur de ce fonds en vue de soutenir la croissance des entreprises de taille intermédiaire dans les pays d'Afrique du Nord.

L'institution panafricaine a approuvé un investissement en fonds propres de 15 millions de dollars dans le fonds RMBV North Africa Fund III « afin de soutenir les entreprises en phase de croissance », a-t-elle indiqué précisant que l'accent sera notamment mis sur les secteurs de la consommation en expansion, tout en favorisant l'accès à l'emploi ainsi qu'à des biens et services de qualité.

L'institution italienne a pour sa part approuvé un investissement en fonds propres de 20 millions de dollars par l'intermédiaire de la Plateforme pour la croissance et la résilience en Afrique (GRAf).

Mise en œuvre dans le cadre du Plan Mattei pour l'Afrique, la GRAf est un partenariat de co-investissement au titre duquel l'Italie cherche à approfondir la coopération économique et les partenariats stratégiques avec les nations et institutions africaines, souligne la même source.

Un soutien ciblé aux entreprises de taille intermédiaire

La Banque africaine de développement précise que « le fonds investira dans le capital d'entreprises de taille intermédiaire en phase de croissance, dans des secteurs tels que les biens et services de consommation, la santé, l'éducation et les services financiers ».

Le soutien de ces deux institutions ne se limite pas à l'apport en capitaux, puisqu'un accompagnement au-delà du financement est prévu. En effet, le fonds apportera également son expertise en matière de gestion aux entreprises ciblées dans ces secteurs à fort impact.

Pour la BAD, cet investissement souligne son engagement à renforcer la participation du secteur privé, à soutenir la croissance d'entreprises à fort potentiel d'expansion et à stimuler la création d'emplois, tout en favorisant la fourniture de services essentiels dans toute la région de l'Afrique du Nord.

Pour rappel, l'Italie avait réaffirmé son partenariat avec la Banque africaine de développement et exprimé sa volonté d'explorer les opportunités de croissance mutuelle en Afrique dans le cadre du Plan Mattei lors d'une rencontre tenue en mai 2025 au siège de l'institution, à laquelle avaient notamment pris part Stefano Gatti, directeur général de la coopération au développement du ministère italien des Affaires étrangères, et Lorenzo Ortona, chef du groupe de travail du Plan Mattei.

Après sept années de sécheresse, combien de temps faudra-t-il aux écosystèmes marocains pour se rétablir ?

19/08/2026

Le contraste est saisissant. Là où dominaient encore il y a quelques mois des paysages desséchés, les pluies abondantes de l'hiver 2025-2026 ont fait réapparaître le vert dans plusieurs régions du Maroc. Les images satellites de Copernicus prises dans le nord-est du Royaume en offrent une illustration spectaculaire : entre février 2025 et février 2026, des étendues à la végétation clairsemée se sont transformées en vastes surfaces verdoyantes. Dans le même temps, les ressources en eau disponibles atteignaient 11,8 milliards de mètres cubes au 20 février, en hausse d'environ 155% sur un an.

Quelques semaines auparavant, le gouvernement avait annoncé la fin de sept années consécutives de sécheresse. Au 12 janvier, les précipitations cumulées étaient supérieures de 95% à celles de la campagne précédente et de 17% à la moyenne saisonnière, tandis que le taux de remplissage des barrages était remonté à 46%, contre 28% un an plus tôt. Mais derrière ce spectaculaire retournement hydrique se pose une autre question, beaucoup moins visible : les écosystèmes marocains peuvent-ils récupérer aussi rapidement que les barrages se remplissent et que les paysages reverdissent ?

La fin d'une sécheresse météorologique ne signifie donc pas nécessairement la disparition de ses effets hydrologiques et écologiques. Sols, forêts, parcours, nappes et végétation ne réagissent ni de la même manière ni au même rythme au retour des précipitations.

Les plantes annuelles repartent vite, les pérennes beaucoup moins

Une étude publiée en mai 2026 dans la revue Modeling Earth Systems and Environment apporte un éclairage particulièrement intéressant sur le Maroc. Les chercheurs ont analysé près d'un demi-siècle de données, de 1975 à 2023, dans le bassin du barrage Ahmed El Hansali, dans le haut Oum Er-Rbia. Ils ont croisé précipitations, débits et données satellitaires sur la végétation afin de suivre simultanément les dimensions météorologique, hydrologique et écologique de la sécheresse. Le constat est net : la fréquence et la sévérité des sécheresses se sont accentuées depuis le début des années 1990 et la période 2020-2023 apparaît comme la plus critique de toute la série étudiée. débits.



Assurances : l'Éthiopie planche sur l'entrée d'opérateurs étrangers dans le secteur

17/08/2026

Des arbres peuvent résister plusieurs années avant de décrocher

Une autre étude publiée en 2026 s'est précisément penchée sur cette question dans le bassin de l'Oum Er-Rbia. Des chercheurs issus notamment de l'Université Mohammed VI Polytechnique et de l'Université Cadi Ayyad ont utilisé des observations satellitaires à haute résolution pour analyser la réaction d'arbres soumis à une sécheresse prolongée entre 2019 et 2024.

Leurs résultats montrent que les réactions diffèrent fortement entre les vergers irrigués des plaines et les forêts sempervirentes des montagnes. Leur cartographie à une résolution de dix mètres classe 38% des superficies forestières étudiées comme vulnérables à la sécheresse, contre 62% considérées comme résistantes. Les données mettent parallèlement en évidence un fort épuisement des ressources en eau destinées à l'irrigation entre 2019 et 2024. Ce type de résultat souligne une particularité des sécheresses longues : un arbre ou un couvert végétal peut continuer à résister pendant un certain temps avant que les effets cumulés du manque d'eau ne deviennent pleinement visibles. À l'inverse, le retour de la pluie ne garantit pas une restauration instantanée des fonctions écologiques perdues.

Les recherches internationales vont dans le même sens. Une étude récente consacrée au temps de récupération des écosystèmes après une sécheresse conclut que la durée de l'épisode sec pèse davantage sur le temps de récupération que sa seule intensité. Les milieux ligneux et arides sont également ceux où les effets persistants de la sécheresse sont parmi les plus importants.

Pour le Maroc, après sept campagnes marquées par la sécheresse, cette conclusion prend une résonance particulière.

Les parcours, un autre point de vigilance

La question est encore plus complexe pour les parcours pastoraux. Contrairement à un barrage, dont le niveau peut remonter rapidement après de fortes précipitations, un parcours dégradé dépend à la fois de l'eau, du couvert végétal, de la biodiversité, de l'état du sol et de la pression exercée par le bétail.

Les travaux de l'Institut national de la recherche agronomique montrent que les sécheresses récurrentes, le changement climatique et la surexploitation ont accéléré depuis plusieurs décennies la dégradation des parcours marocains.

L'Éthiopie franchit une nouvelle étape dans la libéralisation de son économie, en amorçant l'ouverture du secteur des assurances. L'ambition est d'attirer des capitaux, de stimuler la concurrence, et de moderniser le système financier.

L'Éthiopie prépare l'entrée d'assureurs étrangers sur son marché, à travers un projet de loi soumis à consultation publique le mercredi 29 avril 2026. Le texte, au cœur de la stratégie de réformes du gouvernement d'Abiy Ahmed, prévoit une transformation en profondeur du secteur, avec l'introduction d'un régulateur indépendant et l'ouverture encadrée aux investissements internationaux.

Le projet organise concrètement cette ouverture en permettant aux acteurs étrangers de créer des filiales, d'acquérir des participations dans des compagnies d'assurance locales ou d'ouvrir des bureaux de représentation. Des garde-fous sont toutefois prévus : les investisseurs stratégiques étrangers seront limités à 40% du capital d'un assureur local, tandis que la participation étrangère totale ne pourra dépasser 49%. Les investissements devront être réalisés en devises, avec des règles précises pour le rapatriement des dividendes.

Un marché sous-développé en quête de transformation

Cette réforme se profile sur un marché largement sous-développé. Le pays compte environ 19 assureurs et un seul réassureur pour une population de plus de 120 millions d'habitants. Le taux de pénétration de l'assurance reste limité à 0,3% du PIB, loin de la moyenne africaine de 3,6% et du niveau mondial de 6,5%. Malgré une croissance annuelle des primes estimée à entre 40% et 50% ces dernières années, l'absence de concurrence internationale a freiné l'innovation, limité la diversité des produits et restreint les capacités de couverture des risques majeurs, notamment dans l'agriculture, les infrastructures et le climat. L'ouverture vise précisément à corriger ces faiblesses. L'arrivée de capitaux et d'expertise étrangers doit renforcer la compétitivité du secteur, introduire des outils avancés de gestion des risques et élargir l'accès à l'assurance pour une population encore largement exclue du système financier formel.

Le texte prévoit également la création de l'Ethiopian Insurance Regulatory Authority (EIRA), une autorité autonome qui sera chargée de la délivrance des licences, de la supervision prudentielle, de la protection des assurés et de la gestion des défaillances.

Le projet introduit par ailleurs plusieurs innovations structurantes. Un mécanisme permettra de tester de nouveaux produits dans un cadre dédié. Un cadre réglementaire pour les assurances islamiques (Takaful et Re-Takaful) est prévu, et une licence d'« assureur inclusif » vise quant à elle spécifiquement les populations rurales et l'économie informelle. Le texte renforce aussi les exigences de gouvernance, avec des administrateurs indépendants et des règles de capital fondées sur les risques.

Une réforme inscrite dans un plan de libéralisation plus large

Cette ouverture s'inscrit dans une dynamique plus large de libéralisation de l'économie éthiopienne. Après les télécommunications et le secteur bancaire ouverts aux investisseurs étrangers avec des plafonds similaires, les assurances constituent un nouveau levier pour attirer des investissements et soutenir une croissance tirée par le secteur privé.

Les perspectives sont intéressantes. Une concurrence accrue pourrait accélérer le développement de produits comme la micro-assurance ou l'assurance agricole paramétrique, contribuant à réduire le déficit de couverture du pays. Le recours à la réassurance internationale devrait également améliorer la capacité à absorber les chocs économiques et climatiques.

Des défis subsistent néanmoins. Selon la presse locale, les assureurs locaux redoutent la concurrence d'acteurs internationaux mieux capitalisés. La réussite de la réforme dépendra de la capacité de la nouvelle autorité de régulation à encadrer efficacement le marché. Le projet doit encore être approuvé par le Conseil des ministres et le Parlement. S'il est adopté, il remplacera les cadres réglementaires de 2012 et 2019, et marquera l'une des réformes les plus structurantes du pays en 2026.

Inclusion financière: : Le Trésor Public lance une campagne de promotion de la bancarisation et de l'assurance

14/08/2026

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique organise, du 16 août au 5 septembre 2026, une campagne de sensibilisation et de promotion de la bancarisation, de l'assurance et de l'inclusion financière dans trois régions de la Côte d'Ivoire, à savoir le Kabadougou, le N'Zi et le Sud-Comoé, autour du thème : « Des services financiers qui répondent aux besoins des populations ».

Le lancement officiel s'est déroulé ce jeudi 13 août 2026, à la salle de réunion du premier sous-sol de l'immeuble SOGEFIHA, Abidjan-Plateau.

Représentant le Directeur Général du Trésor Public, M. AHOUSI Arthur Augustin Pascal, le Directeur Général adjoint, M. SANOGO Bafétégué a indiqué que cette campagne vise à amener les services bancaires, les produits d'assurance et la microfinance au plus près des ménages, des coopératives agricoles et des très petites entreprises.

Justifiant le choix des localités retenues pour la campagne au titre de l'année 2026, le DGA a exposé les principales difficultés qui freinent l'inclusion financière dans lesdites localités. Il ressort que dans le Kabadougou (Odienné), le taux de bancarisation au sens strict demeure nettement inférieur à la moyenne nationale, en raison notamment d'un déficit d'infrastructures physiques et d'une connaissance encore limitée des produits bancaires de base. Dans le N'Zi (Dimbokro), le DGA a relevé la faiblesse des taux de bancarisation, tant au sens strict qu'au sens élargi. Cette situation pourrait s'expliquer, selon lui, par un sous-équipement en points de services financiers décentralisés, ainsi que par la faible pénétration des services de microfinance et d'assurance auprès des femmes et des producteurs.

S'agissant du Sud-Comoé (Aboisso), il a souligné que, malgré le dynamisme des activités commerciales et agricoles, l'utilisation des services financiers formels reste inférieure au niveau national. Cette situation serait notamment liée à la persistance de tontines informelles, qui ne présentent pas toujours les garanties de sécurité nécessaires. « Selon la BCEAO, en 2024, le taux national de bancarisation strict s'élève à 33,63 % et le taux de bancarisation élargi à 46,2 %. Ces chiffres restent en dessous des objectifs régionaux fixés respectivement à 35 % et 60 %. Quant au taux de pénétration de l'assurance, il demeure particulièrement faible, avec seulement 1,6 %.

Monde arabe

SHIPPING TELEGRAPH DAILY SHIPPING NEWS

Red Sea, Gulf of Aden, Indian Ocean war risk cover withdrawn by several insurers

14/08/2026

Several marine insurance providers have received a notice of cancellation from their reinsurers in respect of war risks in the Indian Ocean, Gulf of Aden and Red Sea amid heightened security concerns and a series of recent vessel attacks in the region.

Escalating developments in the Red Sea had significantly increased geopolitical and operational uncertainty.

In light of these concerning developments in the area, Skuld has received a notice of cancellation from its reinsurers in respect of certain commercially reinsured war risks, prompting the association to issue a corresponding notice to assureds.

Except Skuld and West of England P&I, several marine insurers issued notices of cancellation-war risk on August 12.

"To all fixed premium assureds, including fixed P&I, charterers, offshore, yachts, yacht crew liability, and optional covers, where cover is extended to include war risks," Skuld said in its circular on Wednesday.

The notice will take effect from 00:01 hrs GMT on August 16, 2026.

It replaces and supersedes any other terms relating to the relevant war risks agreed in individual certificates of insurance or confirmations of cover, and fully replaces the general notice issued by the association on February 17, 2026.

Skuld said it applies to war risk cover only. All other terms of cover remain unchanged, and the position in respect of any other area currently restricted or excluded under the relevant policies is unaffected.

The notice does not affect mutual P&I and FD&D cover, and the Excess War Risks cover afforded to assureds with mutual P&I Cover.

The coastal waters exception above does not include the Bab el-Mandeb Traffic Separation Scheme, the Red Sea coast of Saudi Arabia that lies within the boundaries, or the Yemeni coast. West of England P&I also received a notice of cancellation and immediate reinstatement from its reinsurers in respect of war risks liabilities

arising within Indian Ocean, Gulf of Aden and Red Sea waters.

The notice of cancellation is hereby given that, with effect from 72 hours after 00:00 hrs GMT on August 12, 2026, the following exclusion will apply from 00:01 hrs GMT on August 16, 2026, in respect of war risks coverage as set out in the rules of the association and/or terms of entry on all non-mutual business including but not limited to charterer's liability cover, fixed premium owners cover, non-poolable extended covers to mutual entries and fixed premium P&I cover.

The coastal waters exception does not include

ARAB NEWS

Oman insurers post %5 H1 profit growth despite claims pressure

16/08/2026

Net profits of Muscat-listed insurance and takaful companies rose 5 percent to 20.9 million Omani rials (\$54.3 million) in the first half, from 19.9 million rials, despite pressure on earnings from rising claims.

Financial results showed improved performance by most listed companies, while three recorded declines in net profit, according to the Oman News Agency.

Oman's insurance sector has been expanding as insurers increase their investments and diversify their portfolios, strengthening their role as institutional investors in the economy. Total investments by insurance companies operating in the Sultanate reached 876.3 million Omani rials in the first quarter of 2026, up 10.3 percent from a year earlier, with the Financial Services Authority saying the increase reflected the sector's growing contribution to economic activity and growth. Domestic insurers accounted for 588.8 million rials of those investments, while foreign insurers held 287.5 million rials, highlighting the sector's growing role as an institutional investor in Oman's economy.

H1 performance

"Liva Group topped the sector with net profit of 4.4 million rials, although this was down from more than 8.8 million rials in the first half of last year," ONA reported.

Net profit at Oman Qatar Insurance rose from 1.8 million rials to 2.7 million rials, while Al Madina Takaful's net profit increased from 813,000 rials to 1.629 million rials.

The sector's earnings were weighed down by a decline in net profit at Arabia Falcon Insurance, which fell from 1.053 million rials to 491,000 rials. Takaful Oman Insurance's net profit plunged from 1.17 million rials to 669,000 rials, the lowest level among insurance companies listed on the MSX.

Claims pressure

In reports submitted to shareholders, listed insurance and takaful companies said the sector's performance had improved and was expected to continue growing in the second half of the year. However, they highlighted several challenges, including higher claims, particularly in property and motor insurance, which put pressure on earnings during the first half.

They said they were addressing these challenges by improving claims management and underwriting practices, expanding their businesses and investment returns, strengthening their insurance portfolios, and diversifying their business lines to remain competitive amid climate change and geopolitical pressures.

Stocks gain

The sector's improved performance was accompanied by an increase in the market capitalization of insurance and takaful companies listed on the MSX, which rose to 334.9 million rials at the end of June from 306.4 million rials in December, an increase of 28.5 million rials.

Liva Insurance had the largest market capitalization at 143.4 million rials, followed by Dhofar Insurance at 39.5 million rials and Oman United Insurance at 36.1 million rials. Oman Qatar Insurance ranked fourth at 29.6 million rials, followed by Oman Reinsurance at 28.1 million rials.

Shares of Dhofar Insurance recorded the strongest gain, rising 103 baisas from 237 baisas at the end of December to 340 baisas at the end of June.

Liva Group gained 30 baisas to 360 baisas, while Al Madina Takaful advanced from 96 baisas to 121 baisas.

Oman United Insurance edged up from 339 baisas to 344 baisas, while Arabia Falcon Insurance rose from 135 baisas to 140 baisas. Takaful Oman Insurance increased from 60 baisas to 64 baisas, while Oman Reinsurance was unchanged at 85 baisas.

Wildfires push reinsurers to rethink 'secondary peril' label

14/08/2026

TEuropean wildfire insured losses have climbed an estimated 8% to 11% a year in real terms since 1970, according to Swiss Re Institute researchers. In that same period, wildfire has remained classified as a secondary peril in reinsurance risk models – alongside floods and hailstorms – a category conventionally used for perils considered frequent but individually less severe than primary events like major hurricanes. Morningstar DBRS says that classification looks increasingly out of date, even as H1 2026 catastrophe losses came in well below their historical average.

The mismatch between how the market prices wildfire and what wildfire is actually costing is the structural tension behind a strong set of H1 2026 reinsurance results – and it is one that softening property catastrophe rates are making more acute rather than less.

A benign first half, with an asterisk

Swiss Re Institute put H1 2026 insured natural catastrophe losses at \$42 billion, 16% below the 10-year average and the lowest first-half total since 2020. Total insured losses including man-made events reached \$48 billion against a \$56 billion average. Morningstar DBRS puts global insured catastrophe losses at roughly \$46 billion for the half, well under the 10-year H1 average of \$64 billion. Economic losses landed around \$142 billion against a \$159 billion average. The industry has gone five consecutive quarters without a single catastrophe topping \$10 billion in insured losses – a run that has not been sustained since the mid-2010s soft market.

Severe convective storms in the US – thunderstorms, hail, tornadoes, derechos – still produced more than \$26 billion in insured losses over the same period. Secondary perils as a whole accounted for 92% of insured catastrophe losses worldwide in 2025, with severe convective storms alone generating \$51 billion, the third-costliest year on record for that peril. That is the context in which reinsurers are posting their strongest combined ratios in years: a benign primary peril environment masking a secondary peril cost base that is structurally rising.

reinsurance for Swiss Re in the US, said wildfire and severe convective storms «are no longer 'secondary' in any practical sense.» She pointed

Why the secondary peril label no longer fits wildfire

Monica Ningen, who leads property and casualty reinsurance for Swiss Re in the US, said wildfire and severe convective storms «are no longer ‘secondary’ in any practical sense.» She pointed to population growth in high wildfire-risk areas running at roughly three times the national average and to the fact that around 85% of US wildfires are started by people – a pattern that makes wildfire risk a land-use and behavioural problem as much as a climate one, and therefore both harder to predict and harder to price accurately from historical loss data alone.

«Hotter and drier conditions are making large wildfires more likely, and, with more homes, businesses and infrastructure built in risk-exposed areas, also more costly,» said Balz Grollmund, Swiss Re’s head of catastrophe perils.

The classification problem runs deeper than semantics. Secondary perils are typically modelled differently from primary perils – with less granular historical data, wider confidence intervals around expected losses, and less developed probabilistic modelling frameworks. If wildfire is now generating losses at a scale and frequency that puts it closer to a primary peril in practice, the models that price treaty programmes and set attachment points are working from assumptions that understate the risk. In a softening market, that gap compounds: rates are falling at precisely the moment the underlying loss trend is rising.

Profits climbed anyway

None of that stopped earnings from rising. Eight of the largest global P&C reinsurers – Munich Re, Hannover Re, Swiss Re, SCOR, Everest Re Group, AXIS Capital, Arch Capital and RenaissanceRe – posted combined net income of \$14 billion for H1 2026, up 16.7% from \$12 billion a year earlier, per Morningstar DBRS. The group’s average combined ratio dropped to 79.8% from 87.6% in H1 2025.

At the individual carrier level: Munich Re improved from 71.8% to 67.9%, Swiss Re from 84.5% to 76.7%, Hannover Re from 87.8% to 83.2%, and SCOR from 87.0% to 79.9%. Everest Re improved to 87.8% from 94.3%, AXIS Capital to 93.6% from 92.1%, Arch Capital came in at 76.6%, and RenaissanceRe fell sharply to 72.9% from 103.3% the year before – the largest single-carrier improvement in the group, reflecting California wildfire losses that severely burdened RenaissanceRe’s 2025 result.

Pricing keeps sliding

Property reinsurance pricing continued softening as capital accumulated in the sector and competition sharpened.

Guy Carpenter’s Global Property Catastrophe Rate-on-Line Index showed pricing down around 16% globally following the mid-year renewals

– the steepest annual fall since the late 1990s, and sharper than anything seen during the soft market of the 2010s. «In some cases, risk-adjusted decreases have deepened since January 1, 2026 renewals,» the broker noted, «and property catastrophe rate on line remains down globally, around 16%.»

Rather than chase volume at softer prices, reinsurers largely reduced participation in business that missed their return thresholds, a stance Morningstar DBRS expects to hold through the rest of 2026. Casualty and specialty lines stayed profitable but faced pressure from social inflation, reserve uncertainty, cyber pricing, and geopolitical risk. Conflict in the Middle East pushed underwriters to watch exposure in marine, aviation, energy, political violence and trade credit more closely, even though losses tied to those events remained manageable in aggregate.

Investment returns picked up the slack

Investment income remained a significant earnings contributor across the group. Swiss Re pointed to higher recurring investment income and better reinvestment yields. Munich Re cited fair-value gains and equity market performance. RenaissanceRe pointed to growth in net investment income, and Arch Capital to a larger invested asset base and gains from equity-method investments. Aggregate invested assets and total investment income for the eight companies both rose from H1 2024 through H1 2026.

Share buybacks stayed a favoured use of capital. Arch Capital ranked among the most active repurchasers of its own stock, and RenaissanceRe continued its own programme. What softening rates and rising wildfire risk mean in combination

Morningstar DBRS expects the sector to remain well capitalised through the second half of 2026, with underwriting discipline the real test as competition and available capacity grow. That framing is correct but understates the specific wildfire problem. A market that is simultaneously lowering property catastrophe attachment points, cutting rates at the steepest pace since the 1990s, and underpricing a peril whose annual loss growth rate has run at 8% to 11% in real terms for more than five decades is accumulating a gap between modelled and actual exposure that a single active wildfire season could expose.

RISK & INSURANCE

AI Dominates Insurtech Funding in Q2 As Early-Stage Deals Cool Sharply

13/08/2026

Quarterly insurtech funding hit \$2.44 billion in the second quarter of 2026, with 99.1% of that capital flowing to AI-focused companies, according to Gallagher Re.

Deal count climbed to 107, matching a recent high last seen in the first quarter of 2024. Nearly all of that capital, 99.1%, went to AI-focused companies, comprising \$2.42 billion across 95 deals, Gallagher Re found.

At the same time, early-stage insurtech funding fell 51.8% quarter over quarter, dropping from \$548.50 million in the first quarter of 2026 to \$264.19 million in the second quarter, even as early-stage deal count rose to 54, the most since the 64 early-stage deals recorded in the first quarter of 2024.

Mega-Rounds Drive The Funding Surge

The jump in overall funding was driven largely by \$1.67 billion tied to deals of \$100 million or more, the highest total for such mega-rounds since the fourth quarter of 2021, when \$3.78 billion was raised across 13 deals, according to the report. The average insurtech deal size rose for a fourth consecutive quarter to \$29.46 million.

P&C insurtechs led the increase, with funding more than doubling from \$910 million in the first quarter of 2026 to \$1.84 billion in the second quarter. Earth imagery startup ICEYE alone raised roughly a fifth of the quarter's total funding through a \$520 million Series F round. L&H funding moved in the opposite direction, slipping from \$720 million to \$600 million over the same period.

P&C deal count rose to 66 from 55, while L&H deals climbed to 41, the highest count since the third quarter of 2022. The report also noted that 12.1% of P&C insurtech deals went to "insurer-classified" insurtechs, the highest share since the fourth quarter of 2014, including two mega-round deals of \$100 million or more to startup-focused insurer Corgi. Despite the rebound in overall capital, Gallagher Re flagged a narrowing innovation pipeline. Funding averaged \$1.65 billion per quarter across the final quarter of 2025 and first quarter of 2026, up from a long-run average of \$1.1 billion per quarter over the preceding two and a half years.

Yet deal count in the first quarter of 2026 had fallen

to just 81, the lowest since the second quarter of 2016, which saw 67 deals. The median insurtech deal size reached \$10.0 million in the first quarter of 2026, nearly double the \$5.3 million recorded at the height of 2021's venture-funding boom, raising the question of whether capital is concentrating among fewer innovators.

Insurers Deepen Their Own AI Bets

(Re)insurance companies backed 27 tech investments in the second quarter of 2026, down from 32 in the first quarter, with 51.9% of those deals classified as early-stage, according to the report. MS&AD Group-linked investors led insurer dealmaking activity, with Mitsui Sumitomo Insurance Venture Capital backing seven companies and MS&AD Ventures backing three. Notable partnerships during the quarter, the report noted, included Ageas UK with Wrisk, Allianz Turkey with nettle, Chubb with Insify, Liberty Mutual with ICEYE, and Munich Re with Sixfold.



Reinsurance competitive pressures to rise in 2027, discipline can keep returns attractive: AM Best

18/08/2026

AM Best anticipates continued normalisation of reinsurance underwriting results through the rest of 2026 absent any major catastrophic losses, but anticipates competitive pressures will rise further next year as the market continues to build its capital base.

The rating agency has explained that discipline is in focus for the top 50 global reinsurance firms and believes this has been helping to maintain profitability for the cohort, in the currently softening marketplace.

Since the peak of the recent hard market, global reinsurance has "undergone a significant transformation" AM Best said in a report this week.

After years of struggling to meet its cost of capital, the global reinsurance industry restored profitability through hard market rates and underwriting discipline.

AM Best believes that this discipline persists, saying, “While material market softening occurred during the 2025 renewal season and into 2026, the structural changes from the hard market, including higher cedent retentions, improved risk selection, and reduced participation in lower layers of reinsurance towers, have largely remained intact.”

The resilience of those changes were tested by the California wildfires in early 2025, which helped sustain reinsurer profits.

While property catastrophe reinsurance rates have softened considerably since, it is the persistence of terms and conditions enforced during the hard market that now give AM Best some confidence on reinsurer’s being able to sustain their profits again in 2026, unless major loss events occur through the rest of this year.

Commenting on the recent mid-year 2026 reinsurance renewals, AM Best said, “The downward pressure on rates persisted, and June and July renewals continued the trend of increased leverage for cedents, with reinsurers maintaining sufficient capital to absorb losses.

“The renewal period saw additional softening in property catastrophe pricing, increased willingness to expand limits and provide broader coverage, and moderately more flexibility around terms and conditions than in recent renewals.”

Adding that, “Compounding this shift in market leverage is increasing competition from the ILS market.”

With no significant industry loss events through the first-half of this year, the rating agency noted that, “Reinsurers continue to accumulate capital in the current relatively high-interest rate environment, through profitable underwriting operations, and catastrophe activity that remains below long-term averages.”

AM Best did highlight the rising levels of severe weather losses in the United States that have been experienced in recent weeks, as well as wildfire activity in areas such as Washington.

“As 2026 continues to play out, the renewal seasons have painted a clear picture of the state of the market, which continues to transition from its period of rapid hardening to a more competitive, softening market. While rates continue to decline, the market overall remains

favorable, though with fewer opportunities to deploy the substantial capital accumulated over the last few years,” AM Best said.

Fewer capital deployment options against a substantial and still-growing capital base means competitive pressures are likely to rise.

Recently, AM Best and Guy Carpenter estimated reinsurance capital will grow to \$705 billion by the end of this year, with third-party and insurance-linked securities (ILS) capital making up around \$130 billion of that.

AM Best explained, “Though the market may be seeing early indications of more normalized underwriting profitability, the industry’s capital position continues to strengthen. Record traditional and third-party capital is expected to sustain ample market capacity into 2027, increasing competitive pressures while still allowing well-disciplined market participants to generate attractive returns.”

Adding, “AM Best believes reinsurers will likely experience some deterioration in underwriting results between year-end 2025 and year-end 2026, due largely to rate declines, absent significant US catastrophe events during the second half of the year that might impact earnings. Additionally, it is AM Best’s expectation that growth in the market will continue its current weakened trend, as rates fall further and market players continue their commitment to enhanced underwriting discipline.”

“AM Best expects the World’s Largest Reinsurers report to continue to evolve, as more large reinsurance players adopt IFRS 17, global market dynamics evolve, and existing players make strategic changes to find growth and profitability as the reinsurance market continues through the current cycle and navigates new and evolving perils. Additionally, AM Best anticipates continued normalization of underwriting performance from the exceptionally strong results reinsurers produced between 2023 and 2025, as the current rate trend remains uninterrupted,” the rating agency concluded.